



Les rapports entre société et eau : territorialité et/ou technicité

Frédérique Blot

► **To cite this version:**

Frédérique Blot. Les rapports entre société et eau : territorialité et/ou technicité. L'eau à la rencontre des territoires, May 2004, Montpellier, France. pp.1-3, 2005. <halshs-00912705>

HAL Id: halshs-00912705

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00912705>

Submitted on 2 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les rapports entre société et eau : territorialité et/ou technicité ?

Frédérique Blot¹

Résumé :

Afin d'appréhender la complexité des relations qui peuvent se tisser entre les sociétés et l'eau dans le cadre de la mise en œuvre de nouvelles politiques de l'eau "territorialisantes", il s'agit de proposer une réflexion autour d'outils conceptuels pour l'analyse des processus de construction des territoires. Nous n'opposons pas territorialité et technicité, mais soulignons leur complémentarité dans une approche relationnelle. Ce qui conduit à procéder à l'exploration de la notion de ressource et à son application en tant que grille d'analyse des rapports aux matières.

Mots clés : rapports sociétés/eau, territorialité, territoire, ressource, technicité.

The society/water relationships : territoriality and/or technicity ?

Abstract :

The aim is to deal with the complexity of the relationships between society and water towards "territorializing" water policies. This article proposes a reflexion about the conceptual tools to analyse the territories constructions processes. Here territoriality and technicity are not opposed, to be able to emphasize the complementarity of those, privileging a relationship approach. Which conduce to proceed the theoretical exploration of the notion of resource, to apply it, as an analytical framework of the relation to material reality.

Key words : society/water relationships, territory, territoriality, resource, technicity.

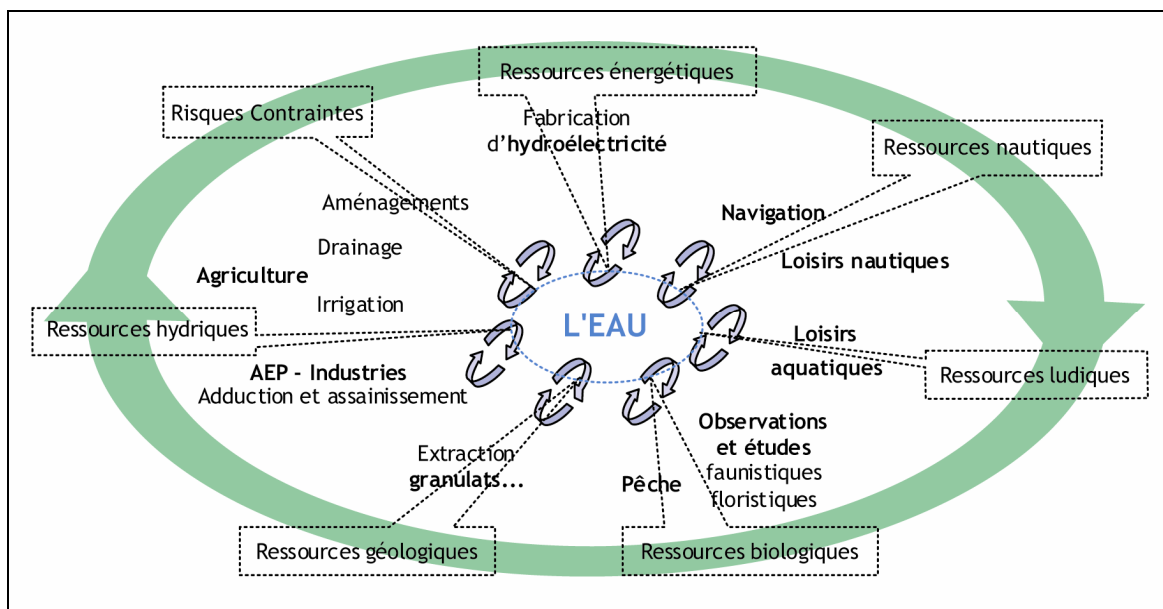
Cette contribution s'inscrit dans une approche méthodologique du thème "territoires et eau". Il s'agit de proposer une réflexion autour d'outils conceptuels pour l'analyse des processus de construction des artefacts que sont les territoires. Dans le cadre du séminaire « l'eau à la rencontre des territoires » nous sommes, entre autres, amenés à nous interroger sur la part des rapports spécifiques aux "sources potentielles en eau"² dans la construction des territoires à propos de l'émergence de politiques de l'eau territorialisantes. En effet, depuis la Conférence de Rio en 1992, les notions de *développement durable*, de *bassin-versant*, ou encore de *participation* ont été érigées en normes dans les discours de justification des *nouvelles* politiques de l'eau. Ces évolutions discursives peuvent paraître anodines, mais lorsque l'on adhère à l'idée selon laquelle le monde social objectivé est doté de sens par le langage ou encore que nommer les choses, c'est déjà légitimer leur existence³, il faut s'interroger sur les enjeux que les discours représentent pour les rapports entre sociétés et sources potentielles en eau. Par exemple, le *bassin-versant* est légitimé en tant que territoire de gestion de l'eau puisque les principaux outils de gestion – SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux), SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) en France ; PHN (Plan Hidrológico Nacional), PHC (Plan Hidrológico de Cuenca) en Espagne – sont projetés à cet échelon. Pourtant, il n'apparaît pas de façon évidente que le bassin-versant constitue un territoire ; il ne suffit pas de délimiter un espace pour qu'il constitue un territoire, encore faut-il que celui-ci résulte d'une action collective sur un espace, et que cette « *rationalité territorialisante soit reconnaissable et reconnue comme l'une des modalités à travers*

¹ Doctorante UMR 1136 Dynamiques Rurales, ATER au département de géographie de l'Université de Toulouse le Mirail, blot@univ-tlse2.fr

² Nous reprenons l'expression "source" permettant de différencier l'artefact "ressource", construit social, de la "matière", réalité matérielle. Cf. BERTRAND G. (1991), "La nature en géographie un paradigme d'interface", *GEODOC*, n° 34, p. 11 ; RAFFESTIN C. (1980), *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, p. 203-205.

³ BERGER P., LUCKMANN T. (1996), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, p. 36.

laquelle le corps social vit et se reproduit »⁴. Bien que l'eau constitue un élément indispensable à la vie de chaque jour, peut-on réduire la construction de territoires à la question de l'eau ? Comme le met en évidence la figure suivante, il existe une grande diversité des interrelations qui peuvent se tisser autour des sources potentielles en eau, du fait de la diversité des individus ou groupes concernés, à différentes échelles de réflexion et d'action. L'eau apparaît de fait au cœur de nombreuses activités et peut être le support de constructions territoriales : les rapports société/eau pourraient alors être appréhendés en termes de territorialité.



Cependant, le corollaire de cette caractéristique est qu'il existe une diversité de représentations et de pratiques – de rapports à l'eau. Par conséquent les référents véhiculés par les politiques de l'eau font l'objet de *traductions* différentes. Il s'agit donc de définir une approche qui permette de saisir non seulement la complexité des relations, mais aussi la diversité des constructions de ces rapports. Pour cela nous adoptons une problématique relationnelle au sens de Claude Raffestin qui suppose « l'explication d'un corps de concepts aussi univoques que possible sans lesquels il est exclu de parvenir à une connaissance dégagée des ambiguïtés de la connaissance immédiate que l'on peut avoir des faits »⁵.

Lorsqu'il s'agit de qualifier "théoriquement" l'eau, elle peut être tour à tour un *bien commun*, un *bien libre*, un *bien public mondial*, une *ressource naturelle*, ou encore un *patrimoine commun*. Cependant, « malgré leur complexité et leur précision » les définitions de ces concepts « ne rendent compte qu'incomplètement des variétés de perceptions et d'usages de l'eau ».⁶ De plus, ces concepts tendent à donner une « connaissance idéologique », en ce sens, qu'ils découleraient « de façon nécessaire » de l'usage de l'eau au sein des sociétés, comme s'ils visaient à rendre compte d'une réalité. Or, « l'identité sous laquelle on connaît un objet matériel et la façon dont on le conçoit sont toujours "significatives" », révélant ici le caractère construit de ces concepts scientifiques.⁷ L'apport des linguistes est ici fondamental puisqu'il encourage à prêter attention aux discours relatifs à l'eau recueillis sur le terrain : derrière les mots se cachent des connaissances qui sont toujours « impliquée[s] dans une pratique », « toute pratique [...] impliquant évidemment une certaine façon de connaître la réalité sur laquelle elle s'exerce »⁸.

⁴ TURCO A. (1985), "Géographie, ordre symbolique et cycle de l'information", dans *Les représentations en actes*, Actes du colloque de Lescheraines, Grenoble, IGA, p. 72.

⁵ RAFFESTIN C. (1980), *op. cit.*, p. 25.

⁶ TAITHE A. (2002), « Une nouvelle éthique à définir », *Courrier de la Planète*, Vol. IV, n°70, p. 23.

⁷ PRIETO L. (1975), *Pertinence et pratique. Essai de sémiologie*, Paris, Les éditions de Minuit, p. 149, 159.

⁸ PRIETO L. (1975), *op. cit.*, p. 10.

On observe que, bien souvent, les *sources potentielles en eau* sont désignées par le terme de *ressource en eau*. Il est même tellement évident, pour tous, que l'eau est une *ressource donnée* de façon intrinsèque, qu'elle est appréhendée comme *ressource standard* ou *ressource générique*. Ceci s'est confirmé lors nos travaux d'investigation sur le terrain⁹. Les sources potentielles en eau sont toutes désignées comme des *donnés*. Lorsque l'on procède à une analyse de ce que les acteurs entendent par "ressources", on est placé devant des représentations différentes de ce qui "fait ressource" – ce ne sont pas les mêmes caractéristiques et potentialités qui sont **identifiées** – à des **pratiques** différentes – ce ne sont pas les mêmes techniques, règles ou savoir-faire qui sont mobilisés pour produire des ressources à partir des potentialités – et à des processus de **régulation** différents – dont font partie les traductions des principes officiels et non officiels enjeux de relations de pouvoir. Nous appréhendons donc les ressources en tant que « *produit d'une relation* », où « *la matière devient ressource* » par des « *pratiques* » construites collectivement, ce qui, en plus d'une dimension « *instrumentale* » leur confère une dimension « *politique* »¹⁰. C'est pourquoi, parmi différentes approches qui distinguent les réalités matérielles des rapports à celles-ci, nous retenons celles qui appréhendent les rapports à l'espace en terme de territorialité – « *ensemble de relations prenant naissance dans un système tridimensionnel société-espace-temps en vue de la plus grande autonomie possible* »¹¹–, et les rapports aux matières, en terme de technicité – « *ensemble des rapports que l'homme, en tant que membre d'un groupe, entretient avec les matières auxquelles il peut avoir accès [...], sous-ensemble de la territorialité* »¹². Dès que l'on ne considère plus les ressources comme des données, territorialité et technicité n'entrent pas en contradiction, du moins si l'on considère le territoire comme « *agencement des ressources matérielles et symboliques capables de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif sur sa propre identité* »¹³. Ainsi, l'exploration théorique de la notion de ressource et son application en tant que grille d'analyse des rapports aux matières devrait permettre de préciser la diversité des rapports à l'eau, afin de mieux appréhender les différentes traductions des nouvelles politiques "territorialisantes" de l'eau.

⁹ Entretiens réalisés auprès des institutions, gestionnaires et usagers de l'eau dans les bassins du Segura et dans les bassins Adour-Garonne.

¹⁰ RAFFESTIN C. (1980), *op. cit.*, p. 205.

¹¹ RAFFESTIN C., BARAMPAMA A. (1998), "Espace et pouvoir", dans BAILLY et al., *Les concepts de géographie humaine*, Paris, Armand Colin, p. 67.

¹² RAFFESTIN C. (1980), *op.cit.*, p. 206.

¹³ DEBARBIEUX B. (2003), « Territoire », LEVY J., LUSSAULT M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 910.